Études ottomanes, fin XVIII^e-début XX^e siècle

Özgür Türesay

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/2900>

DOI : 10.4000/ashp.2900

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2019

Pagination : 70-72

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Özgür Türesay, « Études ottomanes, fin XVIII^e-début XX^e siècle », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 150 | 2019, mis en ligne le 07 juin 2019, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/2900> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.2900>

ÉTUDES OTTOMANES, FIN XVIII^e-DÉBUT XX^e SIÈCLE

Maître de conférences : M. Özgür TÜRESAY

Programme de l'année 2017-2018 : *Lecture et commentaire du Takvîm-i vekayî*¹, gazette officielle ottomane (1831).

Dans la continuité du programme de l'année précédente, nous¹ avons continué la lecture, la traduction et le commentaire des extraits² choisis de la gazette officielle ottomane *Takvîm-i vekayî* en les comparant avec certains textes de sa version en français, *Le Moniteur Ottoman*. Concrètement, nous avons lu en détail les numéros 4-8 du *Takvîm-i vekayî* ainsi que ceux (6-8) du *Moniteur Ottoman*³. Le choix de ces textes a été guidé par trois grandes questions de sémantique historique qui ont été soulevées lors des lectures que nous avons faites dans le cadre du séminaire de l'année 2016-2017 :

1. Comment désigne-t-on, dans la gazette officielle, les changements administratifs en cours ?
2. Comment désigne-t-on dans la gazette officielle les gouvernants et les gouvernés ?
3. Comment décrit-on en turc ottoman dans la gazette officielle les réalités politiques et sociales des pays de l'Europe des années 1830 ?

Guidés par ces trois questions, nous avons dépouillé notre source primaire à la recherche des passages comportant des termes et concepts relatifs aux réformes, au corps politique ainsi que ceux qui relèvent des activités de « traduction » au sens large. D'une manière générale, en retraçant dans ses grandes lignes le champ lexical formé par ces termes, nous avons mené une réflexion sur la nature de la nouvelle configuration politique que le pouvoir central était en train de bâtir dans l'Empire ottoman. Ce nouveau champ lexical du politique est construit principalement par une recomposition du référent religieux musulman. Ce qui, en soi, n'est certainement pas nouveau. Mais la volonté de rendre publics ces usages discursifs est sans doute une innovation politique majeure. En d'autres termes, est révolutionnaire cet acte discursif éminemment politique de les inscrire une fois pour toutes sur un support textuel, destiné à être largement diffusé. Le fait que le sultan, celui qui détient le pouvoir politique, s'explique, se défend, se justifie par des reformulations modernes du référent religieux devant un public, une audience (ce qui renvoie au corpus lexical de

1. Durant l'année 2017-2018, ont été présents M^{me} Céline Colin, M^{me} Rabab Ejmail, M^{me} Mona Elnadouri, M^{me} Ayşe Erdem, M^{me} Stéphanie Prévost, M^{me} Meriç Tanık, M. Kürşad Arıkan, M. Mehmet Akif Ayhan, M. Berk Yeter, M. Hâbil Sağlam et M. Thibaud Laval.
2. Notons que les textes publiés dans la gazette officielle sont sans titres et sans signes de ponctuation.
3. La seule collection du *Moniteur Ottoman* se trouve dans deux bibliothèques à Istanbul, celle de l'université d'Istanbul et celle de l'IRCICA (Centre de recherche sur l'histoire, l'art et la culture islamiques) et malheureusement, les numéros 3-5 y manquent.

notre seconde question) dont les contours restent délibérément flous et ambigus est en soi très significatif des temps nouveaux.

Au cours de nos lectures, au-delà de cette ligne conductrice de notre recherche, certains textes ont donné l'occasion d'aborder des sujets connexes, se rapportant tous, néanmoins, à la modernité politique ottomane. Ainsi, nous nous sommes intéressés à l'octroi d'exemptions fiscales aux habitants grecs orthodoxes d'Ayvalik et de l'île de Cunda (sur la côte nord du littoral égéen) et aux permissions accordées aux communautés non musulmanes à l'échelle impériale pour la réparation et restauration de leurs lieux de culte⁴ : ces décisions font partie des prodromes d'une nouvelle orientation politique du palais à l'égard des sujets non musulmans de l'Empire, plus inclusive sinon égalitaire. Une annonce de premier abord anodine concernant la publication d'un « traité de choléra » en ottoman – une des réponses du gouvernement à l'épidémie de 1831 – nous a par ailleurs donné l'occasion d'évoquer en détail l'apparition de l'idée de l'hygiène publique chez les membres de la haute bureaucratie civile à travers le *Takvîm-i vekayi* ' (nos 2, 3, 4, 19, 23-24, 26, 45, 164, 173, 178) ainsi que le développement des institutions chargées de la protection de la santé publique et ce, avec une attention particulière portée au répertoire lexical déployé pour couvrir ces nouveaux champs d'action du pouvoir politique ottoman.

La culture politique de l'époque a constitué un de nos principaux centres d'intérêt. En lisant plusieurs textes du *Takvîm-i vekayi* ' et en consultant la seule étude scientifique sur la question des polémiques entre les gazettes officielles ottomane et égyptienne au début des années 1830⁵, nous nous sommes intéressés au conflit militaire qui a opposé en 1831-1832 le gouverneur d'Égypte Mehmed Ali pacha au sultan Mahmud II. Le traitement des révoltes de potentats locaux par de nombreux textes de la gazette officielle nous a permis de revisiter l'historiographie en plein essor sur l'Empire ottoman de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle. Ces longs textes constituent pour la plupart d'élégants manifestes de pédagogie politique qui contribuent à reconstruire la culture politique de l'époque. Un autre groupe de textes relatifs aux exploits sportifs, aux déplacements et aux visites du sultan a été particulièrement instructif à cet égard. Cependant, une traduction publiée au numéro 8 du *Takvîm-i vekayi* ' portant sur le califat du sultan ottoman dont le texte original est dû à Alexandre Blacque (1794-1837)⁶, avocat français converti au journalisme à

4. Voir sur ce sujet, Kemal Beydilli, « Osmanlı Döneminde Kilise Siyasetinden Bir Kesit. II. Mahmut Devrinde Kilise Tamiri », dans *Osmanlı Devleti'nde Din ve Vicdan Hürriyeti*, Istanbul, 2000, p. 255-266. Pour une bonne mise au point récente à partir d'une étude de cas, voir Aşkın Koyuncu, « Osmanlı Devleti'nde Kilise ve Havra Politikasına Yeni Bir Bakış: Çanakkale Örneği », *Çanakkale Araştırmaları Türk Yılığ*, n° 16, 2014, p. 35-87.

5. Orhan Koloğlu, *İlk Gazete İlk Polemik. Vekayi-i Mısriye'nin Öyküsü ve Takvimi Vekayi İle Tartışması*, Ankara, Çağdaş Gazeteciler Derneği Yayınları, 1989.

6. Orhan Koloğlu, « Blak Bey, précurseur du Tanzimat. Une famille française au service de la Sublime Porte (1820-1923) », *Anatolia Moderna*, 1, 1991, p. 47-114 ; « Alexandre Blacque. Défenseur de l'État ottoman par amour des libertés », dans Hâmit Batu et Jean-Louis Bacqué-Grammont (éd.), *L'Empire ottoman, la République de Turquie et la France*, Istanbul, Éditions Isis, 1986, p. 179-195 ; « Le premier journal officiel en français à Istanbul et ses répercussions en Europe », dans Nathalie Clayer, Alexander Popovic, Thierry Zarcone (éd.), *Presse turque et presse de la Turquie*, Istanbul, Éditions Isis, 1992, p. 3-13.

Smyrne dans les années 1820 et père fondateur ainsi que rédacteur en chef du *Moniteur Ottoman*, est, à notre connaissance, la première élaboration publique d'un discours panislamique sur le califat ottoman. L'existence de ce texte remet en question la périodisation traditionnelle du déploiement d'une propagande officielle concernant le califat : ce texte en fait commencer l'instrumentalisation politique par le pouvoir central ottoman à l'époque mahmudienne au lieu de l'époque d'Abdülhamid II (r. 1876-1909), comme on le fait encore aujourd'hui communément.

Pour ce qui est de la troisième question qui guidait notre enquête, la découverte de la traduction du discours inaugural du roi d'Angleterre adressé aux deux chambres fut une agréable surprise. Grâce à la version originale du discours, accessible sur le site internet du parlement britannique, il a été possible de relever les limites de la traduction vers le turc ottoman des années 1830 des institutions du régime représentatif britannique. De même, la traduction de la défense de l'ambassadeur français à Istanbul général Armand Charles Guilleminot (1774-1840) devant la chambre des pairs, rappelé à Paris suite à un conflit qui l'a opposé au ministère des Affaires étrangères français, comportait maints indices sur les difficultés de traduction du terme et concept de « citoyen » de la modernité politique européenne vers l'ottoman. Dans le même champ conceptuel, la lecture parallèle des numéros 6 du *Takvîm-i vekayi'* et du *Moniteur Ottoman* a révélé que la formulation « orphelins de l'État sublime » utilisée en turc ottoman pour parler de la descendance d'un haut fonctionnaire public décédé en mission a été rendue en français par « des orphelins de la patrie ». En 1831, dans une culture politique où il était difficile de traduire le concept de « citoyen », ce que les écrivains de la gazette officielle ottomane appelaient « État sublime » dans le contexte des services rendus au souverain et à l'État, se traduisait ainsi en français par Alexandre Blacque par « patrie ». Ces tâtonnements terminologiques des écrivains de la gazette officielle qui essayent de trouver les termes convenables pour traduire les concepts fondamentaux de la modernité politique européenne en dit long sur l'intérêt que présente la lecture comparée du *Takvîm-i vekayi'* et du *Moniteur Ottoman* dans la perspective de recherches sur les transferts culturels.